

établies aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays.

Dick, dont la société fabrique les automobiles Vanguard et Triumph, a dit que la production des véhicules est d'environ 380 par jour. La fabrication des tracteurs, qui est de 380 par jour est poussée à 415 et l'expansion se concentre sur un nouveau modèle d'environ 50 chevaux-vapeur. L'usine bien agencée de 50 millions de dollars emploie 10,500 ouvriers.

Lors d'un déjeuner au homard, au bifteck et au vin, Dick a exhorté les Canadiens à acheter plus de tracteurs Massey-Harris-Ferguson "dans l'intérêt du commerce anglais".

En voilà une bonne, monsieur le président! Des industriels anglais encouragent des membres de la mission commerciale canadienne, envoyée en Grande-Bretagne, à acheter plus de tracteurs des États-Unis dans l'intérêt du commerce anglais. Je commence à comprendre pourquoi le premier ministre n'appuie plus son détournement de 15 p. 100 du commerce et pourquoi le ministre du Commerce favorise maintenant un commerce avec les États-Unis, disant qu'il est de toute première importance. Je dois dire que les députés de ce côté-ci de la Chambre ne s'opposent pas à ce que nous favorisions notre commerce avec la Grande-Bretagne, et à ce que nous aidions ce commerce. Mais j'estime aussi que si nous faisons cela, les Anglais seraient également disposés à nous aider quand nous serions en mauvaise passe du point de vue économique. Au moins deux points de cet article doivent être notés.

D'abord, le déficit commercial entre le Royaume-Uni et le Canada et entre le Canada et les États-Unis a baissé d'au moins 150 millions en 1956, et, naturellement, il y a peut-être d'autres articles importés des États-Unis qui sont fabriqués en Grande-Bretagne. Je comprends le point de vue du ministre quand il signale la difficulté d'obtenir des renseignements sur la provenance de certaines machines ou parties de machines qu'on achète des États-Unis, mais à coup sûr ce serait conforme à la tradition du Bureau fédéral de la statistique de ne pas laisser une erreur de 150 millions se glisser dans ses chiffres sur le véritable déficit commercial.

À l'instar de M. James Patterson de Winnipeg, président du Conseil interprovincial des syndicats agricoles, j'aimerais qu'on prenne des mesures pour que les chiffres du Bureau fédéral de la statistique soient changés à l'égard de cette question. Je pense aussi qu'il vaudrait peut-être la peine, si c'est possible, de vérifier pour voir combien de produits que le Canada se procure aux États-Unis sont fabriqués en Grande-Bretagne.

Il y a un autre point que j'aimerais exposer. Il y a un moment, j'ai dit que selon moi la Grande-Bretagne serait disposée à nous aider si nous étions dans une situation économique difficile, à cause de la bonne volonté que

nous avons manifestée envers elle et, évidemment, la collaboration est toujours une chose bilatérale. C'est une affaire mutuelle. Je ne vois aucune raison pour laquelle les tracteurs que nous avons achetés des États-Unis au montant de 150 millions de dollars, pour fins de consommation interne, en 1956, n'auraient pas pu être montés dans des usines canadiennes où le chômage est beaucoup plus considérable qu'à l'ordinaire à ce moment-ci de l'année. Je ne vois pas pourquoi cela ne pourrait pas se faire maintenant. J'estime qu'en faisant cela, nous n'en continuerions pas moins d'aider la Grande-Bretagne. L'argent s'en irait directement à la Grande-Bretagne, mais au moins nous emploierions nos propres gens. Si le ministre est en peine pour trouver l'usine appropriée pour le montage de ces tracteurs, je lui rappellerai que dans ma propre ville, nous avons la *Sorel Industries* et que si aucun travail ne lui est confié d'ici quelque temps, elle devra fermer ses portes et congédier bon nombre de ses employés.

Avant de reprendre mon siège, je dirai que j'aimerais beaucoup que le ministre donne à la Chambre un aperçu précis des résultats acquis par la mission commerciale envoyée en Angleterre. Je suis d'accord avec le ministre que les échanges internationaux sont de la plus haute importance pour le Canada, et si nous voulons jouer notre rôle dans la situation internationale difficile actuelle, il importe également que le gouvernement formule un programme commercial très net, notamment si le gouvernement ne veut pas répéter le fiasco de la dernière conférence commerciale à la conférence commerciale qui doit avoir lieu en septembre.

**M. Fisher:** Monsieur le président, j'ai certaines questions à poser au ministre, auxquelles il pourra répondre plus tard lorsque nous en serons au détail des crédits; mais à cause de leur portée générale, j'estime qu'il serait plus juste de les poser maintenant. Il pourrait répondre à la première dès ce soir. Il y a quelques semaines, on a critiqué ici à la Chambre l'exposition de Bruxelles, et notamment le pavillon canadien; or, je me demande si l'honorable député de Restigouche-Madawaska a été délégué à Bruxelles de nouveau pour essayer d'améliorer le rôle du Canada dans cette exposition.

Une autre des questions que je veux poser se rattache en réalité à l'année 1961 et au prochain recensement. Comme le ministre le sait, je m'intéresse au problème de la répartition des sièges. Étant donné que le recensement aura lieu en 1961, si j'ai bien compris, les résultats démographiques utilisables pour procéder à la répartition des sièges ne seront disponibles qu'au mois de mars de l'année